

actuel. Je veux parler de la *Press*, de Timmins. Cet éditorial s'intitule «Trente minutes, c'est trop long», et se lit ainsi qu'il suit:

Le premier ministre Diefenbaker a enfin énoncé la politique de son gouvernement sur les armes nucléaires, et quelle politique! Dans un discours qu'il a prononcé à Edmonton, en fin de semaine, il a déclaré que si la guerre éclatait, les forces canadiennes seraient dotées d'armes nucléaires. Ainsi, le Canada attendra qu'une attaque se déclenche avant d'obtenir les moyens de riposter.

Interrogé sur la question de savoir si les armes arriveraient assez rapidement des États-Unis en cas de guerre, advenant que le Canada ne les ait pas déjà, M. Diefenbaker a dit qu'il ne pouvait répondre à cette question pour des raisons de sécurité. Il a affirmé, cependant, que les ogives nucléaires destinées aux 65 intercepteurs Voodoos et aux missiles Bomarc canadiens pourraient être disponibles en moins d'une demi-heure ou d'une heure.

Ce n'est pas une histoire en l'air que l'opposition est en train de raconter, monsieur le président. C'est une impression qui est répandue d'un bout à l'autre du pays et qui a été rapportée dans d'autres journaux. Nombre de journaux ont écrit des éditoriaux à ce propos, et beaucoup d'entre eux sont bien disposés envers le gouvernement. Comme l'honorable député de Bonavista-Twilligate l'a déclaré si justement, le premier ministre a énoncé une nouvelle politique, et il l'a fait dans un endroit des plus inusités, en dehors de la Chambre des communes, c'est-à-dire lors d'un discours prononcé à une réunion de l'Association conservatrice-progressiste à Edmonton.

Nous avons le droit de savoir comment on est arrivé à formuler cette politique. Nous avons le droit de savoir si elle est réalisable. Nous avons le droit de savoir par quels moyens elle pourra être mise en pratique, et cela soulève bien des questions qui se rattachent au crédit à l'étude. Par exemple, des spécialistes qui connaissent bien ces armes, le F-101 et le missile Bomarc, nous ont dit, sans en faire mystère le moindre, que c'est absolument impossible d'obtenir des ogives nucléaires dans un délai de 30 minutes à une heure, et je rapporte exactement leurs paroles. Si c'est absolument impossible, que le ministre nous dise en quoi consiste vraiment la proposition.

En outre, monsieur le président, à propos d'une entente avec les États-Unis, l'ancien ministre nous a dit en 1959...

L'hon. M. Churchill: En quoi cela se rattache-t-il au crédit à l'étude?

L'hon. M. Hellyer: ... que nous serons bientôt parvenus au point où un échange de notes sera possible avec les États-Unis. Sommes-nous parvenus au point où un échange de notes est possible? Le nouvel accord prévoit-il que des

armes entreposées aux États-Unis seront transportées au Canada si jamais la guerre se déclare? Le ministre devrait faire bénéficier le comité de ses connaissances en la matière.

On peut imaginer ce qui arriverait. M. Khroutchev pourrait téléphoner au président des États-Unis et lui dire: «Monsieur le président, nos missiles sont en route pour votre pays. Pourriez-vous téléphoner à John pour le lui annoncer? —A qui? —A John. —A qui? —Au premier ministre du Canada. Pourriez-vous lui téléphoner pour lui dire que le conflit est engagé et que c'est le moment d'aller chercher les ogives nucléaires dont il a besoin, à ce qu'il prétend, pour la défense du Canada?»

D'aucuns soutiennent qu'il est inutile de songer à défendre un continent avec l'avènement de l'ère des missiles. Pourtant, le ministre, en nous demandant d'adopter des millions de dollars pour la défense du continent, reconnaît implicitement au moins qu'il a foi en cette forme de défense. S'il estime que c'est encore un bon moyen de défense, alors il doit être persuadé que les armes dont il dispose devraient être munies des engins les plus efficaces possible. Il a déclaré dans le passé qu'il nous faudrait utiliser des engins nucléaires à cette fin. Son prédécesseur en avait dit autant et le premier ministre a repris cette affirmation à Edmonton, il n'y a pas plus d'une semaine ou deux. Allons-nous, oui ou non, obtenir des ogives nucléaires pour notre défense continentale? Voilà la question qu'il doit trancher car, autrement, le crédit à l'étude, qui vise la défense du continent, n'a plus aucun sens.

Si le ministre est aussi sérieux à ce sujet que nous le croyons, s'il y a scission au sein du cabinet, entre le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et lui-même, s'il est convaincu que ces armes devraient être munies d'ogives nucléaires, alors il devrait démissionner du cabinet et faire part de ses opinions aux Canadiens. Telle est la voie honorable qu'il devrait suivre. S'il n'approuve pas la politique creuse que poursuit le gouvernement, qu'il démissionne et qu'il nous dise pourquoi.

Une voix: Coureur de manchettes.

M. le président suppléant: Le crédit 645 est-il adopté?

L'hon. M. Hellyer: Non, monsieur le président. Le ministre ne saurait s'attendre que ce crédit soit adopté sans donner certains renseignements au comité au sujet des intentions du gouvernement sur cette question très grave.

L'hon. M. Harkness: Monsieur le président, le discours que vient de prononcer le député de Trinity montre bien à quel point la discussion s'est éloignée du sujet. Les membres